

7 février 2003 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Paavo Lipponen, Premier ministre finlandais, sur la coopération franco-finlandaise et la question d'une intervention militaire contre l'Irak, Paris le 7 février 2003.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs

Je n'ai pas besoin de dire que j'ai été particulièrement heureux de recevoir à Paris le Premier Ministre, Monsieur Paavo LIPPONEN, et je lui souhaite, ainsi qu'à ses collaborateurs, la plus cordiale des bienvenues.

Nous avons à l'ordre du jour de nos entretiens, qui vont se continuer d'ailleurs, puis ensuite de notre déjeuner de travail, d'une part les problèmes internationaux et en particulier l'Iraq et, d'autre part, les problèmes européens, et en particulier les travaux de la Convention. Enfin, mais ce ne seront pas les plus difficiles à régler, les questions bilatérales où il n'y a d'ailleurs pas de problème.

Je vais peut-être d'abord donner la parole à M. LIPPONEN et ensuite nous répondrons à quelques questions.

M. PAAVO LIPPONEN - Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs.

Nous attendons beaucoup de cette visite à Paris et nous avons beaucoup à discuter entre nous. Comme vous le savez, la situation du monde est très sérieuse actuellement et nous sommes touchés aussi par l'actualité de l'Union européenne. Nous sommes en train de créer une nouvelle Union européenne.

Nous avons beaucoup de choses en commun entre la Finlande et la France et, aujourd'hui, je voudrais tout simplement constater que nous faisons beaucoup de collaboration très active et très enrichissante dans les nouvelles technologies et que nous travaillons également dans le domaine de la technologie militaire et au niveau des entreprises.

La Finlande veut également être un pays de grande culture et nous allons discuter de ce sujet au déjeuner avec Monsieur le Président.

QUESTION - Monsieur le Président, le Président BUSH a dit, hier soir, que la partie était terminée pour Saddam HUSSEIN. Est-ce que c'est aussi votre avis ?

LE PRESIDENT - Pour désarmer l'Iraq, la Communauté internationale a choisi la voie des inspections. Depuis deux mois et demi, des inspecteurs sont au travail, en Iraq, et ils ont déjà obtenu un certain nombre de résultats. Il faut poursuivre dans cette voie.

C'est dans cet esprit que la France a présenté au Conseil de sécurité, il y a deux jours, des propositions nouvelles pour renforcer l'efficacité des inspections : augmentation du nombre des inspecteurs, amélioration des moyens matériels dont ils ont besoin, y compris l'observation aérienne, ou amélioration du système de renseignement.

L'efficacité des inspections exige la coopération active de l'Iraq et des autorités iraqiennes. Elles ne peuvent plus, je crois, se dérober dans ce domaine à leurs responsabilités. Le régime iraqien doit le comprendre.

La France considère qu'entre le dispositif d'inspection tel qu'il existe actuellement et la guerre, il y a encore beaucoup de moyens pour désarmer l'Iraq et que nous ne sommes pas allés, beaucoup s'en faut, jusqu'au bout.

La décision de recourir à la guerre ne peut pas être prise à la légère. La guerre, c'est toujours un constat d'échec et la pire des solutions. Il existe encore une alternative à la guerre. C'est la responsabilité de chacun des membres du Conseil de sécurité d'explorer ces possibilités jusqu'au bout.

J'ai d'ailleurs parlé, depuis deux jours, avec un certain nombre de dirigeants étrangers et je peux vous dire que ce sentiment exprimé par la France est un sentiment très largement partagé.

M. PAAVO LIPPONEN - La Finlande considère qu'il est essentiel d'aller dans la voie des Nations Unies jusqu'au bout. Nous devons tout faire pour éviter la guerre et nous sommes sur la même ligne de conduite que la France, que Monsieur le Président a évoquée. Mais ceci nécessite évidemment la collaboration totale et active de l'Iraq avec les Nations Unies et avec les inspecteurs. Nous devons étudier toutes les possibilités pour éviter la guerre et, comme je le soulignais, l'Iraq doit prendre une part active dans la collaboration et ouvrir tous ses livres, tous ses dossiers. Nous avons encore besoin de temps mais, à un moment donné, nous arriverons dans cette crise à une étape où il va falloir trouver une solution.

QUESTION - Monsieur le Président, lorsque les Américains déclarent que la diplomatie a échoué dans la crise iraquienne, comment est-ce que l'on peut, aujourd'hui, les convaincre de ne pas agir de manière unilatérale ?

LE PRESIDENT - Je crois que l'affirmation selon laquelle la diplomatie a échoué est un peu pessimiste. Vous connaissez la position de la France. Je ne vais pas la répéter.

QUESTION - Monsieur le Président, vous venez de dire qu'il y a quelques pays qui se sont ralliés à la France ces dernières heures. Pouvez-vous mentionner lesquels ? L'Europe a été très divisée. Il y a eu cette déclaration de quelques pays. Il y a eu encore quelques pays en Europe de l'Est qui viennent de signer, après la démonstration de Powell. Alors, quelle est votre réaction ?

LE PRESIDENT - L'Europe s'est réunie officiellement le 27 janvier dans la formation que l'on appelle le Conseil affaires générales et, à l'unanimité, a pris une position pour ce qui concerne le problème iraquien. Pour moi, c'est la seule manifestation officielle de la position européenne.

M. PAAVO LIPPONEN - Nous sommes d'accord sur ce point et nous pensons également que l'avis du Conseil affaires générales doit être la base que l'Union européenne doit suivre pour avoir une ligne de conduite commune. Nous pensons également que le pays qui a la présidence actuellement dans l'Union européenne doit être respecté et que tous les pays membres de l'Europe doivent avoir une présentation commune à ce sujet.

QUESTION - Une question pour les deux : est-ce que la France ou la Finlande, est-ce que les deux pays peuvent soutenir une attaque contre l'Iraq sans une nouvelle déclaration du Conseil de sécurité ?

LE PRESIDENT - Je rappelle, pour ce qui concerne la France -le Premier ministre dira pour la Finlande ce qu'il pense- qu'il faut respecter les règles. Il y a une résolution qui est la 1441, qui ne prévoit absolument pas la possibilité pour un pays de prendre une initiative particulière en dehors de son cadre. Donc, s'il devait y avoir une initiative particulière et notamment la guerre, il faudrait, naturellement, une nouvelle délibération du Conseil de sécurité.

M. PAAVO LIPPONEN - Je suis du même avis et ceci est aussi l'attitude de la Finlande. Nous devons continuer sur la base de la résolution 1441 et cette affaire doit retourner au Conseil de sécurité. Et seulement avec son accord, nous pouvons utiliser la force.

LE PRESIDENT - Merci.